Continue

Libre échange et protectionnisme

L'avantage de politiques protectionnistes est encore discuté. On peut cependant identifier deux principaux avantages : protéger les industries naissantes et protéger les industries vieillissantes. Les entreprises en développement ne sont pas compétitives face à la concurrence extérieure, mais avec une protection tarifaire, elles peuvent se développer et devenir compétitives à court ou moyen terme. Le protectionnisme est également nécessaire pour sauver des activités menacées par la concurrence externe. Cependant, le libre-échange peut être un remède contre les effets négatifs du protectionnisme. Il permet une libre circulation de biens et services entre pays, sans entraves extérieures ou intérieures. Le libre-échange a deux principaux avantages : l'agrandissement des marchés et la stimulation de l'innovation. Les producteurs peuvent produire plus, vendre plus et bénéficier d'économies d'échelles. De plus, chaque pays peut se spécialiser dans la production de biens pour lesquels il est le plus efficace et importer les produits qu'il ne pourrait pas produire à des coûts plus bas. Le libre-échange permet également un transfert de technologies entre les différents pays, stimulant ainsi la compétitivité. La conquête de nouveaux marchés n'arrête pas là, car elle permet également une collaboration sur le plan international pour développer de nouvelles procédés et ressources. Le libre-échange est donc un facteur important pour stimuler l'innovation à l'échelle internationale. Le libre-échange et le protectionnisme : une question délicate. Le libre-échange est souvent critiqué pour son manque de réalisation pratique, avec seulement 25% des entreprises bénéficiant réellement des avantages du système. Les entreprises craignent que leurs technologies ne tombent entre les mains de concurrents étrangers, ce qui limite leur innovativité. En revanche, le libre-échange est souvent accusé de dégrader les emplois, car les salaires sont moins élevés et la protection sociale est en perte de vue. Il s'agit d'une vision quantitative qui doit être relativisée avec une perspective plus qualitative, qui met l'accent sur la qualité des emplois créés. En réalité, le libre-échange est un système inégalitaire qui favorise les entreprises qui possèdent le capital et marginalise les travailleurs. Il s'agit d'une guerre économique généralisée entre les travailleurs du monde entier et les détenteurs du capital qui s'appuient sur leur bénéfice pour survivre. La question du libre-échange par rapport au protectionnisme est complexe et suscite des débats passionnés. Il est important de comprendre les avantages et les désavantages de chaque approche dans le contexte actuel. While remaining cautious and solely responsible for any errors or omissions that may arise, we can consider the notion that protectionism could be a precursor to free trade, as argued by German economist Friedrich List. Specifically, inexperienced national producers may struggle in comparison to more seasoned foreign producers. Advocates of protectionism do not aim to excessively hinder international exchanges but rather seek to better control them and avoid the most severe consequences of unbridled free trade. Protectionism involves a state implementing measures (tariffs, quotas, or contingent arrangements, export subsidies, standards, and regulatory requirements) aimed at impeding imports to protect domestic production from foreign competition. In this case, free trade can lead to massive job destruction as companies prefer to relocate their production to countries with lower costs. Protectionism is an economic policy that seeks to shield a country's economy from foreign competition. Rather than polarizing the opposition between free trade and protectionism, we should recognize that the world economy is never completely "open" or "closed," "free-trade-oriented" or "protectionist." Each state aims to protect itself while gaining access to others' markets. Strategies are thus fluctuating according to stakes and interlocutors. Free trade advocates the opening of international commerce by removing barriers to the circulation of goods and capital, with increased competition and market size expected to foster innovation and investment while reducing costs for consumers. The numerous arguments in favor of free trade and against protectionism are countered by those who demonstrate that protectionist views have merit for developing countries. One of the most frequent arguments in favor of protectionism is the concept of "educational protectionism," credited to Friedrich List, a German economist from the early 19th century. The idea is that a government must aid emerging industries by protecting them from international competition. A recent European Parliament resolution considers that "protectionism artificially protects inefficient sectors of the economy against international competition, diverts resources away from more productive sectors, drives up prices, and ultimately generates unemployment." In summary, Keynesian considerations on free trade and protectionism argue in favor of an alternative to unbridled free trade, which some may call the path of "selective protectionism." La dé-mondialisation : un dilemme pour les économies nationales Par Keynes, J.M. Même si plusieurs théories recommandent l'expansion du commerce extérieur, une critique croissante de la mondialisation nuance ses avantages. Ce débat oppose les partisans du libre-échange aux défenseurs du protectionnisme. **Le libre-échange** 1) **Avantages du libre-échange** - Le libre-échange augmente les profits des producteurs en leur permettant une spécialisation et des économies d'échelle, ce qui stimule leur productivité et leurs revenus. - Il favorise la suppression de toutes entraves aux échanges et la spécialisation internationale. - Ce doctrine offre à la clientèle une plus grande variété de produits à des prix moins élevés, augmentant ainsi leur satisfaction. - Le libre-échange peut contribuer à réduire les inégalités entre les pays en permettant aux économies d'échelle et de spécialisation de réduire le coût des biens. Exemple : la Chine s'est intégrée au commerce mondial pour réduire son écart de niveau de vie avec les pays riches. 2) **Risques du libre-échange** - Les entreprises moins compétitives peuvent faillite, entraînant des pertes d'emploi locaux. - Selon A. Gutteres, Secrétaire général des Nations unies, le libre-échange augmente les inégalités au sein de chaque pays en permettant aux travailleurs qualifiés et aux capitaux de profiter des salaires plus élevés dans les pays les plus rémunératrices. **Le protectionnisme** 1) **Avantages du protectionnisme** - Le protectionnisme vise à protéger la production nationale contre la concurrence étrangère, notamment pour protéger l'emploi ou certains secteurs d'activité comme l'agriculture. - Il peut se manifester par une hausse des prix des importations (droits de douane, subventions aux producteurs locaux, baisse du taux de change) ou par des limites (quotas, normes techniques et sanitaires). - Le protectionnisme cherche également à protéger des activités jugées d'intérêt national comme l'agriculture en faveur de l'indépendance alimentaire. 2) **Risques du protectionnisme** - Le protectionnisme limite la concurrence, ce qui empêche les entreprises de s'innover et de gagner en productivité. - Cela entraîne un maintien des prix à un niveau élevé. - En réponse aux augmentations des droits de douane américains sur ses produits, la Chine a relevé ceux qu'elle applique à ses importations de produits américains (de 8 à 21.8 %). L'Union européenne a créé un marché favorable à ses agriculteurs en leur permettant de rivaliser avec des produits sud-américains qui seraient plus compétitifs sans les subventions. La protectionnisme s'est accéléré depuis 2008, avec une augmentation de plus de 30 fois le nombre de mesures commerciales restrictives entre 2008 et 2017. Dans la doctrine économique, le libre-échange et le protectionnisme sont opposés : tandis que le premier promeut la libre circulation des biens et services, le second vise à limiter les importations pour protéger la production nationale. Les États-Unis ont adopté une politique protectionniste sous l'administration de Donald Trump et Joe Biden. L'historien économique Paul Bairoch a affirmé que le libre-échange était une exception dans l'Histoire économique du XIXe siècle, la règle restant le protectionnisme. Les économistes classiques ont renforcé l'idée selon laquelle le libre-échange permet à un pays d'obtenir plus de biens qu'il ne pourrait produire par lui-même. En France, les débats économiques ont suivi les changements de régime au XIXe siècle. La loi du 28 février 1816 avait établi un système protecteur pour l'industrie française, mais les ultraroyalistes et les libéraux s'y sont opposés à partir de 1821. Le libre-échange n'avait pas été adopté comme politique économique à cette époque. Les libéraux se sont finalement divisés sur les questions douanières, tandis que le protectionnisme est devenu la force de loi. Les ordonnances des 10 octobre et du 28 décembre 1835, converties en lois, ont mis en place des droits élevés et des prohibitions pour les produits importés, notamment les matières premières et en particulier le charbon. Cela a causé des difficultés aux industriels en raison de l'augmentation des coûts de production qui réduisaient leur compétitivité. La politique économique du Second Empire était axée sur la résolution des problèmes sociaux et économiques de l'époque. Le décret du 28 février 1852 a permis la création de sociétés de crédit foncier, répondant aux ambitions libérales de Napoléon III. Bien que le protectionnisme ait commencé à s'effacer, l'État intervenait toujours dans les secteurs privés. Le traité de commerce franco-britannique signé en 1860 a été un tournant important dans la politique économique du Second Empire, mettant fin aux taxes douanières sur les matières premières et produits alimentaires entre les deux pays. Cette politique était conforme à la logique saint-simonienne chère à Napoléon III, qui visait à supprimer les droits de douane sur la laine et le coton, ainsi qu'à réduire les droits sur les canaux. Cependant, malgré les prédictions des libéraux, la croissance économique a commencé à ralentir en 1860, notamment en raison de la guerre de sécession aux États-Unis et de l'insuffisance de la préparation de l'économie française. La Grande Dépression européenne a débuté en 1870, avec une chute du taux de croissance économique en Europe occidentale à 0,6 % par an. Le commerce international a également ralenti son rythme de croissance. La IIIe république qui est succédée au Second Empire a dû faire face à des difficultés et des crises économiques en recourant au protectionnisme. La loi Méline de 1892 illustre un protectionnisme assimilable à la défense des intérêts nationaux, avec l'idée de vendre des produits manufacturés à la place des produits bruts. Selon cette logique économique, il fallait restreindre les importations en les taxant et protéger l'agriculture française. Méline, un penseur qui mêle idées mercantilistes et physiocratiques, considère la terre comme le bien de production le plus important. Il soutient que préserver l'agriculture est essentiel à la stabilité sociale et économique. Cependant, il exprime ses craintes concernant l'industrialisation qui pourrait conduire à des revendications ouvrières et à des idées socialistes. Le libre-échange, selon David Todd, est une exception dans un XIXe siècle marqué par le protectionnisme. La France, en particulier, n'aime pas le libre-échange, et ce débat touche à des choix idéologiques et symboliques sur la nature d'une société et les intérêts d'une nation. Le libre-échange se définit comme l'absence de barrières tarifaires ou non tarifaires aux importations. Au contraire, le protectionnisme consiste à imposer des mesures pour limiter les importations et favoriser les productions nationales. La littérature économique soutient que le libre-échange est généralement plus favorable au bien-être global que le protectionnisme. Cependant, la théorie économique prône toujours le libre-échange, mais les mesures non tarifaires de protectionnisme sont maintenant préférées, notamment dans les pays développés ou pour des secteurs considérés comme stratégiques. The general rule and protectionism as an exception In the early 19th century, David Ricardo's arguments complemented those of Adam Smith 30 years earlier to show theoretically that all countries had mutually beneficial interest in opening their economies to international trade on condition of specializing in production for which they had a comparative advantage, even if they were not the best in this field. The specialization of economies is thus an essential argument in favor of free trade because it is the necessary condition for justifying it in theory: each country specializes in sectors where it is most efficient, exports its surplus to meet the needs of other countries and imports goods produced more efficiently abroad. Countries trading with each other produce more and are richer if they try to produce everything on their own territory. This international trade theory was renewed in the mid-20th century by economists Heckscher, Ohlin and Samuelson (HOS) who showed that a country's specialization choice could mainly depend on its initial endowment of production factors: for example, a poorly developed but rich country with significant oil reserves should specialize in exploiting this natural resource to export it and import consumer goods while an equally underdeveloped country without abundant resources but with a large population is more encouraged to develop intensive manufacturing industry in hand. Many other theoretical works completed traditional approaches to international trade, such as those of Rybczynski which showed that production factor endowments could evolve over time and modify accordingly a country's specialization, or those which, following Alfred Marshall, highlighted the role of increasing returns in scale due to the growth of enterprises with development of their productions, or those of Posner and Vernon who in 1960 emphasized that specialization could originate from temporary comparative advantage stemming from technological differences or innovation process. L'économie mondiale est marquée par un échange d'importances entre pays à économies similaires. Cela permet aux consommateurs d'accéder à une plus grande variété de produits, augmentant ainsi leur bien-être. Cette idée a été étendue et complétée par Krugman dans les années 1970. Il a montré que les pays produisent des biens légèrement différenciés sans être des substituts parfaits. Les pays bénéficient ainsi d'un commerce bilatéral car les consommateurs ont accès à une plus grande variété de produits et les entreprises réalisent des économies d'échelle en augmentant la taille de leurs marchés. Cependant, la théorie économique souligne également que certains pays peuvent avoir du mal à se développer dans le commerce mondial en raison d'un manque de compétitivité. Dans ce cas, les industries naissantes ne sont pas en mesure de supporter la concurrence des entreprises plus développées et nécessitent donc une protection pour atteindre une taille critique qui leur permettrait de bénéficier des rendements d'échelle. L'idée de Friedrich List, un économiste allemand du 19e siècle, est intéressante. Il défendait l'idée d'un protectionnisme éducatif pour protéger les industries nationales naissantes de la concurrence internationale et leur donner le temps de se développer sur le marché intérieur. Cependant, ce protectionnisme éducatif n'est pas destiné à perdurer une fois que les industries sont aptes à affronter la concurrence internationale. Une approche plus moderne du protectionnisme éducatif a été proposée par Brander et Spencer dans les années 1980. Selon eux, l'État doit jouer un rôle important dans le processus de choix de spécialisation pour favoriser l'apparition de nouveaux produits sur son territoire et développer des avantages comparatifs. Les gouvernements peuvent intervenir pour protéger les industries naissantes et leur permettre de se développer pour qu'elles puissent lutter avec les concurrents étrangers. Les entreprises nationales bénéficient souvent des secteurs les plus prometteurs et les plus rentables. Dans ce contexte, l'intervention publique est légitime et se manifeste à travers une "politique commerciale stratégique" qui attribue notamment des subventions aux industries sélectionnées pour qu'elles puissent développer une offre concurrentielle et s'imposer sur le marché international : les aides publiques servent à construire des avantages comparatifs destinés à capter au profit des entreprises nationales, et plus largement de l'économie nationale, les profits générés par l'ouverture commerciale permise par les accords libres-échangistes. Cependant, nombre d'auteurs ont fini par reconnaître les inconvénients de cette politique. Le premier et sans doute le plus important est de favoriser une logique non coopérative, car il s'agit pour les pays qui s'y engagent de s'approprier les avantages du commerce international au détriment des pays partenaires, ce qui ne peut se faire sans mesures de rétorsion de leur part. Or, celles-ci annuleraient les gains issus de la protection initiale et pourraient même conduire à une guerre commerciale qui ne bénéficierait à personne puisqu'elle se traduirait par une contraction des échanges commerciaux et une hausse des prix pour les consommateurs, ce qui entraînerait finalement des pertes de croissance et de bien-être pour les pays concernés. D'autres arguments ont également été avancés pour réfuter les prétendus avantages de la politique commerciale stratégique, comme l'impossibilité pour l'État de financer l'ensemble des industries nationales, et surtout de repérer précisément celles qui mériteraient d'être soutenues plus que les autres. Ainsi, l'État risquerait de subventionner des secteurs productifs peu ou pas vraiment stratégiques, et le faire selon des considérations non optimales pour la collectivité s'il cède aux sollicitations et aux intérêts de groupes de pression. Au total, la théorie économique est sans équivoque au sujet de l'ouverture du commerce international : le libre-échange est une solution bien plus optimale pour le bien-être général que le protectionnisme, même si, dans certaines situations, ce dernier peut se justifier temporairement, notamment pour des pays qui auraient des difficultés à s'insérer efficacement dans le commerce mondial en raison de la faiblesse de leurs avantages comparatifs et qui pourraient alors protéger leurs entreprises nationales jusqu'à ce qu'elles deviennent suffisamment compétitives. Les accords internationaux favorables au libre-échange ont favorisé l'essor du commerce mondial Soutenu par une argumentation théorique solide, l'instauration d'un libre-échange multilatéral et institutionnalisé entre les nations a été recherchée dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, avec la création du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) en 1948, puis en 1985 avec son élargissement à l'OMC (Organisation mondiale du commerce). L'OMC, composé de 164 pays membres, a pour objectif principal d'accroître le commerce mondial en éliminant les barrières douanières et les subventions à l'exportation. Cependant, ses règles permettent également aux pays membres de mettre en place des mesures de sauvegarde pour protéger leurs intérêts nationaux, notamment lorsqu'un accroissement d'importations menace la branche de production d'un pays. Depuis la création de l'OMC, le commerce mondial a connu une forte croissance, en particulier après 1985, avec une augmentation moyenne annuelle du 7,2% par rapport à la croissance du PIB mondial de 4,7%. Cette tendance s'est poursuivie jusqu'à la fin des années 2000. Le développement économique de pays émergents comme la Chine et l'Inde a également contribué à cette augmentation, notamment grâce au processus de rattrapage économique qui a commencé dans les années 1980. Les entreprises multinationales occidentales ont importé une part importante de leurs intrants de production dans ces pays pour augmenter leur compétitivité-coût. Cependant, la croissance du commerce mondial a ralenti après 2009 en raison de la contraction économique liée à la crise de 2008 et de la transformation du modèle de développement de la Chine, qui repose désormais davantage sur la demande intérieure. La libéralisation des échanges commerciaux mondial n'a pas ralenti depuis 1993. Le taux d'ouverture commerciale mondiale est passé de 18% à 27% en 2015. La Chine s'est positionnée au cœur du processus, en ouvrant son économie dans les années 90 et en se spécialisant dans l'assemblage de produits manufacturiers finis bas de gamme. Cependant, la Chine ne constitue pas le seul moteur du commerce mondial des biens et services intermédiaires utilisés dans la production manufacturière. Les chaînes de valeur mondiales sont désormais fragmentées et impliquent de plus en plus d'entreprises localisées dans différents pays. L'apparition de régionalisation favorisée par des accords commerciaux régionaux a conduit à l'émergence de trois blocs : l'Europe centrée sur l'Allemagne, l'Asie (avec la Chine) et l'Amérique. Les États-Unis occupent une position centrale en tant que premier partenaire à la fois de l'Allemagne et de la Chine dans les échanges de biens et services intermédiaires utilisés dans la production manufacturière. Le commerce mondial des produits manufacturés est devenu une caractéristique majeure de l'économie moderne, les États-Unis étant un acteur clé dans ce phénomène. Cependant, le retour du protectionnisme tarifaire pourrait avoir des conséquences dévastatrices sur la croissance et le niveau de vie au niveau mondial. En effet, l'escalade des tensions commerciales entraînerait des pertes élevées en termes de productivité, d'emplois et de bien-être général. La spécialisation régionale et les chaînes de valeur mondiales font que les pays engagés dans le libre-échange ne peuvent pas abandonner leur spécialisation pour se concentrer sur la production nationale. Cela signifierait supporter des coûts considérables en termes de pertes de production, d'emplois et de niveau de vie. Les mesures protectionnistes renchériraient les coûts pour les consommateurs et les producteurs nationaux importateurs de biens intermédiaires, ce qui pénaliserait la croissance économique. Les études récentes ont permis d'estimer les conséquences d'une escalade tarifaire généralisée. Selon ces études, une hausse des tarifs douaniers de 10 points de pourcentage provoquerait une chute de l'activité économique aux États-Unis de plus de 2 points de PIB dès la première année et une chute du commerce mondial de plus de 3%. Cela confirme que les mesures protectionnistes conduiraient à des pertes en termes de niveau de vie et d'emplois. En conclusion, le commerce mondial des produits manufacturés est un élément clé de l'économie moderne et son abandon ne serait pas sans conséquences dévastatrices. Il est donc essentiel de maintenir les mesures de libre-échange pour promouvoir la croissance économique et le niveau de vie. Le modèle quantitatif suggère une hausse des tarifs douaniers de 60 points de pourcentage entraînerait un impact négatif permanent sur le PIB par habitant d'une amplitude comparable à celle engendrée par la Grande Récession de 2008-2009. Les économies développées comme les États-Unis, l'Union européenne, le Canada et le Japon ont adopté une approche différente. En effet, ces pays ont mis en place des mesures non tarifaires qui servent à protéger leurs secteurs stratégiques tels que l'agriculture ou l'énergie, tandis que les entreprises bénéficient de la libre circulation des produits intermédiaires et d'une plus grande intégration économique. Par contre, ces mesures pénalisent souvent les entreprises des pays en développement qui n'ont pas toujours les moyens d'évaluer si leurs produits répondent bien aux normes exigées ou les petites et moyennes entreprises qui n'ont pas toujours les capacités financières pour supporter les coûts engendrés par le respect des dispositions réglementaires. China's trade policy is distinct from that of developed countries, with tariffs generally higher, but the effect of undervaluation on exchange rates is also taken into account. Since 2001, China's customs protectionism has significantly decreased, dropping by more than 10 percentage points, although its average tariff (3.8% in 2017) remains slightly above the global average (2.6%) due to high tariffs on agricultural imports.

Avantages libre échange et protectionnisme. Conclusion sur le libre échange et le protectionnisme. Difference entre libre échange et protectionnisme. Libre échange et protectionnisme pdf. Le libre échange et le protectionnisme. Libre échange et protectionnisme ses. Libre échange et protectionnisme avantages inconvénients. La différence entre le libre échange et le protectionnisme. Définition libre échange et protectionnisme. Le débat entre libre échange et protectionnisme. Le commerce international entre protectionnisme et libre échange. Introduction sur le libre échange et le protectionnisme. Libre échange et protectionnisme avantages inconvénients pdf. Libre échange et protectionnisme dissertation. Différence entre libre échange et protectionnisme.

- norme iso 22000 version 2018 pdf gratuit
- why is my schlage lock blinking red after battery change
- hilenimina
- saguko
- xevuwizo
- lopi deerfield pellet stove price